

**PROVINCE DE QUEBEC  
M.R.C. DE MATAWINIE  
MUNICIPALITE DE SAINT-MICHEL-DES-SAINTS**

**RÈGLEMENT #523-2009  
relatif aux feux extérieurs sur le territoire de la  
municipalité de Saint-Michel-des-Saints**

Le règlement vise à régir les feux extérieurs sur le territoire de la municipalité de Saint-Michel-des-Saints.

**CONSIDÉRANT QUE** l'article 62 de la *Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C47.1)* permet à une municipalité d'adopter un règlement en matière de sécurité ;

**CONSIDÉRANT** le danger associé aux feux extérieurs ;

**CONSIDÉRANT QUE** les coûts d'intervention du Service des incendies sont importants ;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil souhaite régir les feux extérieurs sur son territoire ;

**CONSIDÉRANT QU'** un avis de motion a été donné conformément à la loi le 20 avril 2009;

121-2009

**EN CONSÉQUENCE,** il est PROPOSÉ par François Dubeau et résolu à l'unanimité que le présent règlement soit et est adopté pour valoir à toutes fins que de droit et qu'il soit statué et décrété ce qui suit:

**ARTICLE 1 PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme si au long reproduit.

**ARTICLE 2 INVALIDITÉ PARTIELLE**

Le Conseil décrète le présent règlement dans son ensemble et également titre par titre, chapitre par chapitre, section par section, article par article, paragraphe par paragraphe, alinéa par alinéa, de sorte que si un titre, un chapitre, une section, un article, un paragraphe ou un alinéa du présent règlement était ou venait à être déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continueraient de s'appliquer.

**ARTICLE 3 DÉFINITION**

Au fins du présent règlement :

le mot « feu » signifie :

tous les types de feux faits à l'extérieur d'un bâtiment et incluant, en outre, les feux de joie, les feux d'abattis, les feux de branches et les feux de feuilles mortes.

le mot « titulaire » signifie :

le requérant du permis de feu ; lorsque le permis est requis par une personne morale, le « titulaire » désigne les trois personnes responsables de la sécurité mentionnées au paragraphe d) de l'article 7.

#### **ARTICLE 4 INTERDICTION**

Il est interdit de faire un feu, à moins de détenir un permis de feu délivré à cette fin par le directeur du Service des incendies ou son remplaçant ou tout autre personne désignée par le conseil.

Si plus d'un feu doit être allumé, le permis doit faire mention du nombre de feux à être allumés.

Aucune démonstration utilisant le feu ou des feux d'artifices ne pourra avoir lieu dans les limites de la municipalité, à moins que la personne responsable de cette démonstration n'ait obtenu au préalable un permis du directeur du Service des incendies ou de son remplaçant ou toute autre personne désignée par le conseil.

#### **ARTICLE 5 FEU SANS PERMIS**

Seuls sont autorisés, sans permis, les feux suivants et aux conditions suivantes :

- a) les feux dans les appareils de cuisson en plein air comme les foyers, barbecues et autres installations prévus à cet effet ;
- b) les feux dans des contenants en métal comme les barils ou autres avec couvercle pare-étincelles à une distance d'au moins cinq (5) mètres de toutes constructions. Les substances permises à être brûlées dans un contenant sont le bois et ses dérivés, les feuilles et de l'herbe ;

Les brûlages industriels dûment autorisés. Par exemple, les feux en vue de détruire toute matière ligneuse abattue lors d'un déboisement effectué pour le passage d'une route, d'une ligne de transport d'énergie, la construction d'une bâtisse ou tout genre de travaux à visées industrielles ou commerciales. Selon la loi, pour ces types de brûlages, un permis doit être délivré par l'organisme responsable de la protection des forêts, en l'occurrence la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU).

Le responsable du brûlage industriel ou commercial doit présenter le permis délivré par la SOPFEU au directeur du Service des incendies ou son remplaçant ou toute autre personne désignée par le conseil.

Tous les feux ne doivent causer aucune nuisance aux voisins immédiats.

#### **ARTICLE 6 DEMANDE DE PERMIS**

La demande de permis de feu devra être faite par écrit ou par téléphone la journée où le feu doit avoir lieu.

#### **ARTICLE 7 CONDITIONS POUR L'OBTENTION D'UN PERMIS**

Toute personne majeure peut obtenir un permis de feu si les conditions suivantes sont respectées :

- a) le requérant, s'il n'est pas le propriétaire du terrain où a lieu le feu, doit déposer à l'appui de la demande de permis l'autorisation écrite du propriétaire ;
- b) qu'aucune interdiction de brûlage n'a été émise par la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) ;
- c) le feu ne cause aucune nuisance aux voisins immédiats ;
- d) si la demande concerne un feu de joie et que le requérant est une personne morale, cette personne doit soumettre avec la demande, une liste comprenant les noms et les adresses de trois personnes majeures, lesquelles seront responsables de la sécurité sur le terrain où sera allumé le feu conformément aux dispositions du présent règlement.

#### **ARTICLE 8 COÛT DU PERMIS**

Le tarif applicable pour toute demande de permis est celui prévu par le *Règlement concernant la tarification de certains services municipaux* et ses amendements au moment de la demande.

## **ARTICLE 9 DURÉE DU PERMIS**

Le permis est valide pour la période de temps indiquée sur le permis ou accordée par le directeur du Service des incendies ou son remplaçant ou toute autre personne désignée par le conseil.

## **ARTICLE 10 ANNULATION, RESPONSABILITÉ ET RÉVOCATION**

L'autorisation d'allumer un feu accordé par le permis est annulée lorsque les conditions météorologiques peuvent provoquées la propagation du feu en dehors des limites fixées ou que la vitesse du vent dépasse 25 km/h.

Le fait d'obtenir un permis de feu ne libère pas celui qui a obtenu ce permis de ses responsabilités ordinaires dans le cas où des dommages résultent du feu ainsi allumé.

Tout permis émis en vertu des articles 4 et 6 est sujet à révocation.

## **ARTICLE 11 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE**

Le titulaire est responsable du feu et doit respecter les conditions suivantes en tout temps avant d'allumer le feu et pendant le feu et ce, jusqu'à ce que le feu soit complètement éteint.

Le titulaire d'un permis doit :

- a) aménager et conserver un coupe-feu entre le feu et toute forêt ou boisé et tout bâtiment, en enlevant de la surface toute matière combustible sur une distance d'au moins cinq (5) fois la hauteur des entassements ;
- b) demeurer sur les lieux jusqu'à ce que le feu soit complètement éteint ;
- c) avoir à portée de la main l'équipement pour assurer en tout temps le contrôle du feu et de son extinction ;
- d) avoir complétée l'extinction du feu avant minuit le jour d'expiration indiqué sur le permis ou accordé par le directeur du Service des incendies ou son remplaçant ou toute autre personne désignée par le conseil.

## **ARTICLE 12 CONDITIONS RELATIVES AUX FEUX EXTÉRIEURS**

Le feu doit :

- a) être localisé à une distance d'au moins cinq (5) fois la hauteur des entassements de toute forêt ou boisé ou bâtiment et doit être protégé par un cordon de sécurité sur tout son périmètre ;
- b) l'entassement des produits combustibles employés ne peut dépasser 1,80 mètre de diamètre et de hauteur.

## **ARTICLE 13 INTERDICTIONS**

Il est interdit :

- a) de se servir d'essence ou de tout autre activant liquide pour allumer ou activer le feu ;
- b) de faire brûler des pneus ou tous autres effets pouvant dégager des odeurs ou polluer l'atmosphère.

## **ARTICLE 14 DISPOSITIONS PÉNALES**

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement, commet une infraction et se rend passible d'une amende :

- minimale de 250 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et ;
- minimale de 500 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale ;

- minimale de 500 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et ;
- minimale de 1 000 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale
- maximale de 1 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne et ;
- maximale de 2 000 \$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale
- maximale de 2 000 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et ;
- maximale de 4 000 \$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et de frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25-1).

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction.

#### **ARTICLE 15 APPLICATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT**

Le directeur du Service des incendies ou son remplaçant ou toute personne désignée par le conseil sont chargés de l'application du présent règlement.

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la paix ainsi que le directeur du Services des incendies, son remplaçant ou toute autre personne désignée par le conseil à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

Le directeur du Service des incendies, son remplaçant ou toute personne désignée par le conseil sont autoriser à visiter et à examiner entre 7 h et 19 h toute propriété mobilière ou immobilière ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, tout bâtiment ou édifice quelconque pour constater si le présent règlement y est exécuté et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices doit les recevoir, les laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

#### **ARTICLE 16 LE PRÉSENT RÈGLEMENT ABROGE ET REMPLACE LE RÈGLEMENT NO 423-2000**

#### **ARTICLE 17 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.  
Adopté à la séance du conseil tenue le 19 mai 2009.

Lecture faite.

-----  
Jean- Pierre Bellerose  
maire

-----  
Alain Bellerose  
directeur général et secrétaire-trésorier